



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56712

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

n'apportent quelque remède que si la décentralisation n'est pas fictive, c'est-à-dire si elle comporte l'attribution à la collectivité locale de ressources financières autonomes suffisantes.

Sur le plan de la politique et de l'histoire, alors que Jacques MORIZET fait ressortir avec juste raison l'acquis principal du traité franco-allemand de 1963 – les fréquentes rencontres au sommet des dirigeants des deux pays – Wilfried LOTH exprime son scepticisme. L'entente franco-allemande est-elle une réalité ou un mythe? Il est vrai, les attitudes des deux pays concernant les relations avec l'U.R.S.S. ont longtemps souffert d'une arhythmie qui a engendré parfois quelque méfiance. Il est vrai aussi que la crainte d'une extension de la puissance soviétique jusqu'au Rhin a été déterminante dans les efforts entrepris par les gouvernements français successifs pour faire entrer la République Fédérale dans le système occidental. Pour une fois, la raison a précédé le sentiment: faut-il le regretter? L'Allemagne de l'Ouest avait-elle d'autre choix, si ce n'est »l'amitié soviétique« dont jouit la R.D.A., c'est-à-dire la servitude?

L'union de l'Europe occidentale est un devoir franco-allemand, déclare Klaus HÄNSCH. C'est plus encore une nécessité. M. HÄNSCH et Ingo KOLBOOM abordent la question de la défense collective et de la sécurité de l'Europe, et en ce domaine, l'irrationnel apparaît des deux côtés. On ne peut guère comprendre comment on a pu s'imaginer que les Allemands préféreraient éventuellement la garantie d'une alliance française à celle que leur offre l'alliance des Etats-Unis: il suffisait cependant de se mettre un instant à la place des Allemands pour être fixé. L'amitié franco-allemande ne peut être exclusive: elle doit s'appuyer sur l'amitié des Etats-Unis. Dans l'autre sens, on ne saisit pas très bien en quoi l'existence de Plutons ou d'Hermès français mettrait davantage en danger l'Allemagne que leurs équivalents soviétiques, américains ou anglais.

Manfred DAMMEYER explique enfin les principes sociaux-démocrates de la formation de la jeunesse. Ils reposent sur la devise »Liberté, Egalité, Fraternité« donnée à la France par la révolution de 1848 (car la version de 1793: »Liberté, égalité ou la mort« n'avait vraiment rien de séduisant). Cette conclusion est bien à sa place, car cette devise offre la même espérance, le même idéal à la jeunesse des deux pays, en qui repose l'avenir de l'amitié franco-allemande, au delà des fantômes du passé, au delà de ceux d'entre nous qui ont vécu ces terribles années.

On regrettera peut-être que personne n'ait eu l'occasion d'évoquer le rôle éminent que les télévisions devraient jouer en ce domaine et qu'elles ne jouent pas pour le moment. On n'a pas abordé non plus la différence sensible de comportement des opinions publiques au sujet de la monnaie. Les Allemands échaudés par deux catastrophes totales du mark en moins de trente ans appuient une politique de rigueur monétaire, qui a d'ailleurs fait la preuve de son efficacité. Les opinions des autres pays occidentaux, habitués à la drogue des dévaluations sournoises, n'ont pas, hélas, les mêmes réactions.

Chaque exposé est appuyé d'une bibliographie qui permet de développer les sujets traités. On ne peut d'autre part que se féliciter d'une aussi prompt publication d'un colloque. Le fait est trop rare pour n'être pas signalé.

Henry ROLLET, La Celle St. Cloud

Daniel KOERFER, Kampf ums Kanzleramt, Erhard und Adenauer, Stuttgart (DVA) 1987, 894 p.

Adenauer et le »miracle économique«: telles sont les deux idées qui viennent invariablement à l'esprit lorsqu'on évoque les quinze premières années de la RFA. Deux images complémentaires, mais qui fonctionnent différemment. Si au nom du premier chancelier fédéral on associe automatiquement la stabilité politique intérieure et l'affirmation progressive de l'Allemagne de l'ouest sur la scène internationale, le cliché du »Wirtschaftswunder« n'évoque aujourd'hui plus guère le personnage de Ludwig Erhard, pourtant fêté à l'époque comme »le père« du-dit miracle.

C'est pour réparer ce qu'il considère comme une injustice, dont l'historiographie, trop exclusivement centrée sur la figure du chancelier, est en partie responsable, que Daniel Koerfer a entrepris son étude. Il n'a pas choisi d'écrire une biographie¹. Car pour montrer que «l'ère Adenauer a aussi été une ère Erhard», il ne suffit pas de présenter la politique du ministre de l'économie, de vanter ses mérites et de souligner sa popularité initiale. Il faut aussi expliquer pourquoi il n'est finalement pas passé à la postérité.

Plus qu'à brosser le portrait d'un homme, avec le risque d'être statique, Koerfer s'est attaché à démonter les rouages du pouvoir en analysant minutieusement les relations entre Erhard et Adenauer. Revoilà donc le chancelier sur le devant de la scène! Mais s'il retient l'attention, ce n'est que pour moitié et dans un rôle cette fois-ci essentiellement négatif. Car tout en se servant de son ministre, le chef du gouvernement s'est opiniâtrement appliqué à saboter sa carrière dès lors qu'il est apparu comme un rival potentiel. Koerfer contribue donc aussi, de façon salutaire, à corriger l'image du père fondateur qu'avec le recul on tend de plus en plus à idéaliser.

L'âpreté de la «lutte pour la chancellerie» apparaît crûment au premier semestre de 1959, lorsqu'est ouverte la succession de Theodor Heuss à la présidence de la République. Après avoir en vain poussé Erhard à se porter candidat à un poste qui signifie pratiquement le retrait de la politique active, Adenauer finit par se laisser convaincre de briguer lui-même cette fonction. Dans son entourage, on n'est pas fâché de cette solution qui ménage en douceur le départ de la chancellerie d'un homme de 82 ans. Le «vieux» n'y avait cependant consenti que parce qu'il espérait imposer une interprétation extensive des pouvoirs présidentiels et surtout parce qu'il croyait avoir réglé sa succession. Mais lorsqu'il s'aperçoit d'une part avoir surestimé la marge de manœuvre constitutionnelle, d'autre part que le mouvement chrétien-démocrate préfère Erhard à son candidat Franz Etzel, il revient sur sa décision initiale pourtant déjà rendue publique. L'épisode manifeste combien, au delà de son attachement au pouvoir, le chancelier a peu d'estime pour son ministre de l'économie et peu de tact envers lui. Il met aussi en lumière son habileté tactique, mais aussi son autoritarisme à l'égard du parti et sa brutalité dans les relations humaines: non seulement, Adenauer attend qu'Erhard soit aux Etats-Unis pour annoncer sa volte-face, mais il n'hésite pas ensuite à faire des déclarations mensongères pour se justifier devant le groupe parlementaire.

L'intérêt essentiel du livre de Koerfer est de montrer que cet éclat, après lequel les relations entre les deux hommes s'apparentent à une véritable guérilla, n'est que le paroxysme d'une crise qui couve depuis le début des années 50. L'auteur nous en livre la chronique minutieuse, tirant parti d'interviews, de sources privées diverses, mais surtout des archives des fondations Friedrich Naumann (FDP) et Ludwig Erhard. Celles de la Konrad Adenauer Stiftung lui sont restées closes: ce n'est pas un hasard.

Tant que le chancelier profite de la popularité du promoteur de l'économie sociale de marché, locomotive électorale de l'union chrétienne-démocrate dès 1949 alors qu'il n'en est même pas encore membre, le climat est apparemment au beau fixe. Mais il se gâte dès 1953, car enfreignant le tabou de la succession, Erhard ne fait pas mystère qu'il se considère comme l'héritier légitime du pouvoir.

Outre les ambitions personnelles, tout oppose les deux hommes. Sur le fond, leurs conceptions sont radicalement divergentes. Pour Adenauer, les décisions économiques ne sont qu'un instrument au service des nécessités supérieures de la politique. Le ministre de l'économie doit donc se soumettre à celles-ci, même si ses principes libéraux doivent en souffrir. Erhard en fait maintes fois l'expérience, tant au moment de la crise de Corée, qu'à propos de l'emballlement conjoncturel du printemps 1956 (crise de Gürzenich), de la législation sur les cartels ou encore de la réévaluation du mark en 1961. Le conflit est d'autant plus

¹ Celle-ci existe déjà: Volkhard LAITENBERGER, Ludwig Erhard – Der Nationalökonom als Politiker, Göttingen, Zürich 1986.

grave qu'il rejaillit directement sur le terrain des affaires étrangères. Erhard s'oppose à la petite Europe à six qui fractionne l'espace économique et il voit d'un mauvais œil le rapprochement avec la France, parce que celui-ci interdit justement l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE. Pour Adenauer, c'est la perspective politique qui prime, l'importance des relations privilégiées avec de Gaulle résidant surtout dans le fait que Paris lui paraît mieux résister que Londres, puis Washington aux sirènes de la détente.

Adenauer et Erhard sont tout aussi différents dans leur rapport au pouvoir. De celui-ci, le chancelier use naturellement et sans scrupules. Il est pragmatique et calculateur et il oublie si peu le marchandage derrière la légitimité démocratique qu'il n'hésite pas à prendre directement l'avis des groupes de pression derrière le dos de son cabinet. A ses yeux, Erhard, homme de principe, sûr de lui par conviction scientifique et, qui plus est, d'attitude souvent professorale n'est pas un vrai politique. On touche là indirectement au caractère des deux personnages qui, tout comme le reste, contribue à les séparer. Face à la froideur, aux qualités d'organisation et à l'esprit de décision du chancelier, Erhard est une personnalité joviale, plutôt brouillonne et somme toute moins solide. Son tempérament et son style de travail irritent Adenauer, et surtout son besoin de confiance et son manque de mordant, illustré par le sobriquet »Gummilöwe«, le rendent vulnérable. C'est là un élément d'explication de son échec: il s'use à attendre son heure et sait mal se défendre lorsque dans la dernière phase du duel, le chancelier cherche à le discréditer. Mais est-il autant victime, figure tragique que le suggère Koerfer? A la vue du matériau présenté par l'auteur, on n'est pas loin de partager le jugement d'Adenauer, qui lui déniait l'étoffe d'un chef de gouvernement.

On est frappé de son irrésolution dans la lutte politique, irrésolution que l'éditeur Gerd Bucerus, député CDU de ses plus chauds partisans, ne cesse de lui reprocher. De même, on reste perplexe devant sa foi presque naïve dans les vertus politiques du libéralisme économique. Ses analyses de politique étrangère s'en ressentent et on n'a par exemple pas de mal à donner raison du chancelier qui, contrairement à lui, voit dans le Kennedy Round non seulement un pas vers le libre-échange, mais aussi bel et bien un instrument au service des intérêts américains. Enfin, sans glorifier pour autant le machiavélisme politique d'Adenauer, on peut douter que la vision unanimiste d'Erhard, présentée plus tard dans le fameux discours sur la »formierte Gesellschaft« représente une alternative.

Ces faiblesses aident à comprendre l'épilogue du duel pour la chancellerie, c'est-à-dire le bilan largement négatif du gouvernement qu'Erhard finit par former en 1963. Mais elles n'expliquent que partiellement son échec, faute de rendre compte des évolutions économiques, sociales et culturelles qui sous-tendent la fin de l'ère Adenauer. On atteint ici les limites d'une démarche qui s'épuise dans une chronique politique le plus souvent centrée sur le dernier cercle du pouvoir.

L'ouvrage de Koerfer ne manque cependant pas d'attrait. Il satisfait notre curiosité sur la prise de décision aux sommets de l'Etat et, au delà des sources nouvellement découvertes, a le mérite d'exploiter dans leur contexte un grand nombre de documents jusqu'ici sèchement compilés par les recueils de l'historiographie adenauerienne. La lecture est longue, mais enrichissante et, à notre avis, prouve paradoxalement que l'ère Adenauer n'a pas vraiment été aussi une ère Erhard.

Alain LATTARD, Paris

Ministère des Affaires Étrangères (Ed.), Documents Diplomatiques Français 1955, Tome I, 1 Janvier-30 Juin, Paris (Imprimerie Nationale) 1987, LXI-849 S.; Annexes: S. 209-255, S. 1-237. - Tome II, 1 Juillet-31 Décembre, Paris 1988, LXXV-1027 S.; Annexes: 178 S., S. 239-533.

Unter dem Ministerpräsidenten Pierre Mendès-France scheiterte die EVG am 30. August 1954 in der französischen Nationalversammlung. Als er die dann neu verhandelten Deutschlandver-